

## Michel Robatel

Président-directeur général de Robatel



**L'Actualité Chimique :** Vous êtes Président d'honneur du Symagec qui regroupe les fabricants de matériels pour l'industrie chimique. Quelle est la place des équipementiers dans l'industrie chimique française ?

**Michel Robatel :** Elle est plus qu'honorable, contrairement à ce qui fut récemment écrit par erreur.

La chimie française, qui occupe le quatrième rang mondial, investit 23 milliards de francs par an, soit 6,2 % de son chiffre d'affaires. Sur ces 23 milliards de francs, on peut considérer que les équipements proprement dits, c'est à dire les matériels de chaudronnerie (réacteurs, colonnes, échangeurs), les matériels de génie chimique, les pompes et compresseurs, la tuyauterie, la robinetterie et l'instrumentation représentent environ 50 % du total, soit 11 milliards de francs.

Si l'on compare ce chiffre à celui réalisé par les sociétés françaises fournisseurs réguliers de l'industrie chimique, qui emploient plus de 15 000 personnes, on constate qu'une très large majorité de ces investissements est bien d'origine française ou provient d'entreprises étrangères implantées en France.

Cette observation est encore plus vraie pour les matériels spécifiques de génie chimique tels que filtres, centrifugeuses, séchoirs, etc.

Prenons l'exemple des centrifugeuses industrielles : le marché français est de l'ordre de 200 millions de francs par an, tous appareils confondus. Selon les années, les constructeurs français ou les firmes étrangères produisant en France en assurent entre 80 et 90 %.

Si d'autres secteurs de l'équipement, tels que ceux de la machine-outil ou du matériel textile, pouvaient afficher de telles performances, l'industrie française de la mécanique serait plus florissante !

Malheureusement, après sept années de croissance régulière, de 1984 à 1990, les investissements de la chimie française se sont réduits et l'année 1993 sera très difficile, notamment pour les petites et moyennes sociétés qui constituent l'essentiel de la profession des équipementiers.

**AC :** Les équipementiers français sont-ils en mesure de résister à la concurrence étrangère ?

**M. R. :** Je crois vous avoir déjà pratiquement répondu.

Une autre preuve de la qualité des produits français réside dans la part des équipements de génie chimique exportés : 35 % globalement et près de 40 % pour les matériels spécialisés.

Ces exportations débordent largement le continent européen et les plus courageux sont déjà implantés aux USA, comme De Dietrich et nous-mêmes Robatel, et même au Japon.

L'exportation requiert l'implantation de réseaux ou de filiales et une présence permanente, c'est à dire de coûteux investissements commerciaux. Il est évident que la taille souvent modeste de nos entreprises constitue un handicap.

N'oublions pas que nos homologues allemands, japonais ou américains disposent d'un marché national respectivement 2, 4 et 5 fois supérieur au nôtre.

**AC :** Pensez-vous que la politique d'investissement des entreprises chimiques favorise le développement de votre secteur industriel ?

**M. R. :** Il va de soi qu'un concepteur et un constructeur de biens d'équipements - notamment spécialisé - ne peut se développer que si son client lui-même, c'est-à-dire l'industrie chimique, investit, se modernise, en un mot évolue. C'est le cas et nous nous en réjouissons.

Mais cette condition nécessaire n'est pas suffisante. Encore faut-il qu'une coopération étroite et confiante puisse s'établir entre ces deux partenaires obligés, auxquels il faut en ajouter un troisième, le monde de la recherche.

Des progrès ont été réalisés depuis une dizaine d'années dans cette voie, par une évolution des esprits, peut être aussi grâce aux ingénieurs formés à la discipline du génie des procédés qui diffuse davantage chez les équipementiers.

De nouveaux produits ou procédés ont ainsi permis de progresser dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, des bonnes pratiques de production, des ateliers multiproduits de l'automatisation des procédés, de l'analyse en ligne, etc.

Cependant, il est regrettable que, chez certains grands groupes ou grandes ingénieries, l'apport intellectuel des équipementiers spécialisés ne soit pas encore apprécié à sa juste valeur et que, trop souvent, seules des considérations à courte

vue, telles que le niveau de prix, interviennent dans leurs décisions d'achat. Cette remarque est d'autant plus valable en période de récession où une pression excessive sur les prix peut mettre en péril nos entreprises, les forçant à se séparer d'hommes de valeur et d'expérience.

J'évoquais à l'instant un troisième partenaire, celui de la recherche. Nous devons, dans ce domaine, dès lors que nos firmes ont atteint une taille suffisante pour disposer d'un noyau de recherche et développement, établir et développer des relations étroites et de longue durée avec les équipes spécialisées des universités, écoles et centres de recherche. Là encore le mouvement est donné, mais il faut l'amplifier.

**AC : Vous êtes également président d'honneur d'Interchimie. Comment avez-vous perçu la manifestation 93 ?**

**M. R. :** Je n'y suis resté qu'une journée et n'ai pu en effectuer une visite détaillée. Cependant, mon impression a été excellente.

Que de chemin parcouru depuis le premier salon que nous avons organisé en 1974 pour succéder à l'ancien Salon de la Chimie !

Permettez-moi de rendre hommage aux efforts conduits depuis cette époque par les animateurs successifs d'Interchimie, et notamment par ses deux commissaires généraux : Pierre Piganiol, de 1974 à 1986, et maintenant Pierre Fillet.

Le concours de 975 exposants, dont 385 étrangers, plus de 30 000 visiteurs professionnels, la variété des produits et des services offerts, l'effort de présentation placent Interchimie au tout premier rang international des expositions de génie chimique.

Mais Interchimie doit être davantage qu'une juxtaposition de stands complétée par un congrès : il doit être le carrefour, le lieu de rencontres privilégié, le "triangle d'or", comme le dit avec bonheur le professeur Villermaux, de ces trois partenaires obligés que sont les chimistes, les scientifiques et les constructeurs d'équipements, une sorte de version française de la Dechema, une "Frechema", et ceci pour le meilleur service d'une clientèle désormais planétaire. ■

## Les ressources humaines dans la stratégie de développement de l'industrie chimique

La modernisation de l'outil industriel et l'ajustement des effectifs ont été réalisés en Europe et en particulier en France où les effectifs ont décliné de 13 % en 10 ans (-11,1 % avec la pharmacie) essentiellement dans les emplois les moins qualifiés. C'est, notamment, la conséquence de la restructuration engagée dans la chimie européenne. La France se situe dans une position moyenne entre les pays d'Europe du Nord (Allemagne, Belgique, Pays-Bas) dans lesquels les effectifs de l'industrie chimique ont globalement progressé au cours des années 1980 et ceux comme l'Italie et le Royaume-Uni où les réductions d'effectifs ont été particulièrement sévères (tableau I).

Le Groupe de stratégie industrielle chimie (GSI chimie) du Commissariat Général du Plan, qui rassemble des différents acteurs concernés par les perspectives à moyen terme de l'industrie chimique française (entreprises, syndicats de salariés, administrations), a publié un rapport\* sur les ressources humaines dans la stratégie de développement de l'industrie chimique. Ce rapport, dont nous reproduisons ci-après de larges extraits, a été établi par un groupe constitué pour travailler sur le thème des ressources humaines et dont la présidence a été confiée à René

Pénisson, directeur des ressources humaines de Rhône-Poulenc. Les objectifs étaient de réfléchir aux évolutions prévisibles de l'emploi, des qualifications et de l'organisation du travail dans l'industrie chimique, compte tenu des mutations technologiques et de la transformation des marchés,

### Evolution des effectifs et par catégories

Les effectifs de l'industrie chimique au sens strict, comprenant la chimie de base (minérale et organique) et la parachimie sans la pharmacie, ont diminué assez nettement depuis 1980 (voir figures 1 et 2). Cette industrie employait 223 000 personnes fin 1990 (avec une diminution de 0,4 % en 1991) à comparer à 256 000 per-

sonnes fin 1980. Cette baisse des effectifs a cependant été moins forte pour l'industrie chimique (13 %) que pour l'ensemble de l'industrie (17 %) et a, en outre, été accompagnée d'une forte hausse de la production, celle-ci surestimée cependant par l'augmentation du recours à la sous-traitance.

L'analyse de la pyramide des âges permet de noter le poids relativement plus important des personnes de plus de 40 ans dans la chimie que dans l'ensemble de l'industrie (les données utilisées pour la pyramide d'âges sont celles de l'enquête emploi de mars 1989 de l'INSEE), ainsi qu'un déficit relatif dans l'intervalle de 20 à 30 ans, ce qui s'explique par la faiblesse du flux d'embauche de ces dernières années. Les diminutions d'effectifs ont été plus

**Tableau I - Evolution des effectifs de l'industrie chimique (y compris la pharmacie) en Europe.**

(en milliers de personnes)	1980	1990	Variations
Allemagne	550,0	582,4	+ 5,9 %
Royaume-Uni	431,0	317,3	- 26,4 %
France	295,8	263,1	- 11,1 %
Italie	283,0	217,0	- 23,3 %
Belgique/Luxembourg	89,9	96,6	+ 7,5 %
Pays-Bas	91,0	93,0	+ 7,4 %

(source : CEFIC)

\*Rapport du GSI chimie du Commissariat Général du Plan (CGP, 18, rue Martignac, 75007 Paris. Tél. : (1) 45.56.51.00) : "Les ressources humaines dans la stratégie de développement de l'industrie chimique", janvier 1993.